

EXTRAIT - Note d'introduction



ISBN 978 2 917817 03 2
16 € TTC - 20 x 11 CM - 166 PAGES
BROCHÉ/COUSU/RABATS
Couverture vernis mat 300g
Munken Bouffant 80g - 160 gr

NOTE D'INTRODUCTION A LA LECTURE DES ACTES

Vingt ans après la chute du Mur de Berlin, l'Europe est-elle réunifiée ? Pour répondre à cette question, lille3000 a invité une trentaine de personnalités de renom – intellectuels, dirigeants ou artistes venus de toute l'Europe – à deux journées de débats avec les habitants de l'agglomération lilloise, les 6 et 7 mai 2009, dans les locaux fraîchement rénovés de la gare Saint-Sauveur.

Tenant à la fois du colloque universitaire et du débat citoyen, cette manifestation a marqué l'un des temps forts de la saison culturelle lilloise « Europe XXL ». Elle a été l'occasion d'échanges nourris, parfois vifs et passionnés, dont ce livre présente la synthèse.

Eu égard à leur caractère plus solennel, les sessions plénières d'ouverture et de clôture sont ici intégralement retranscrites, de même que les discours inauguraux de Jacques Delors et Martine Aubry, parrains de l'événement. Les cinq tables rondes, qui laissaient une plus large place à la discussion libre, sont quant à elles restituées sous la forme d'un compte-rendu analytique, réalisé avec l'aide des élèves de l'ISEG. Afin de mettre la discussion en perspective, chacun de ces comptes-rendus est précédé par une brève introduction de cadrage et suivi d'un avis critique rédigé par l'un des étudiants présents lors du débat.

Gage de clarté et de variété, cette présentation différenciée laisse la parole à tous les acteurs du colloque : les organisateurs, les intervenants et le public. Puisse-t-elle rendre attrayante la lecture de ces Actes, et illustrer les vertus d'un débat libre, ouvert et approfondi sur la question européenne.

L'EUROPE ÉLARGIE FACE À LA CRISE

LA FIN
D'UN « MIRACLE
ÉCONOMIQUE »?

●
●
OLIVIER BEDDELEEM MODÉRATEUR
BOGDAN HOSSU
JEAN PISANI-FERRY
PHILIPPE ROLLET

Malgré les lents progrès de l'intégration politique depuis 1989, c'est sur le plan économique que l'Union européenne aura enregistré ses plus grands succès à ce jour. A l'intégration accrue de l'Ouest, grâce à l'euro et au marché unique, a répondu l'amorce d'un spectaculaire rattrapage de l'Est, à la suite d'une transition parfois brutale vers l'économie de marché.

« Miracle » pour les uns, triomphe du « capitalisme karaoké » et du *dumping* social pour les autres, les effets économiques et sociaux de l'élargissement n'en finissent plus d'être débattus. Dans quelle mesure celui-ci a-t-il contribué à la prospérité du continent ? La libre circulation des travailleurs et des capitaux représente-t-elle une chance ou une menace pour les Européens ? Un modèle social européen est-il en train d'émerger, en dépit des importants écarts de richesse qui subsistent entre Est et Ouest ?

En ravivant la tentation du protectionnisme, la crise qui frappe l'Europe depuis 2008 a donné une actualité pressante à toutes ces questions. Elle en suscite aussi de nouvelles quant à la capacité de l'Union à résister aux chocs et à y apporter une réponse commune, au moment où les observateurs les plus pessimistes n'hésitent pas à prédire l'éclatement de la zone Euro du fait des déficits publics excessifs de nombreux pays européens. Principale réalisation des vingt dernières années, l'Union économique et monétaire européenne saura-t-elle s'adapter pour affronter les vingt suivantes ?

BOGDAN
HOSSU



Leader syndical roumain, vice-président de la Confédération mondiale du Travail pour l'Europe centrale jusqu'en 2006, puis de la Confédération syndicale internationale, Bogdan Hossu est actuellement membre du Conseil économique et social roumain et président de la Confédération nationale « Cartel ALFA », syndicat qui s'est récemment illustré dans le conflit social de 2008 aux usines Renault-Dacia de Pitesti, dans le sud de la Roumanie.

Il est également le délégué de son pays auprès du Bureau international du Travail, et un acteur important de la vie politique roumaine

JEAN
PISANI-FERRY



Directeur du *think-tank* Bruegel depuis 2005, Jean Pisani-Ferry est Ingénieur Supélec de formation. Il a été directeur du CEPII, conseiller économique de Dominique Strauss-Kahn et de Christian Sautter au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, président délégué du Conseil d'analyse économique, expert pour la Commission européenne et le FMI et professeur à l'École Polytechnique ainsi qu'à l'Université Libre de Bruxelles.

Il fait partie du Cercle des économistes, du conseil d'administration de Notre Europe et du Conseil d'analyse économique, et enseigne la macroéconomie internationale à l'Université de Paris-Dauphine.

PHILIPPE
ROLLET



Professeur en sciences économiques, Philippe Rollet préside l'université des sciences et technologies de Lille-I depuis mars 2007. Spécialiste d'économie internationale et européenne, il est attaché puis chargé de recherche au CNRS de 1977 à 1985. Il est titulaire de la chaire européenne Jean Monnet et a piloté le pôle européen des universités de Lille. Il a également dirigé le laboratoire « mécanismes économiques et dynamique des espaces européens »

de 1991 à 2005. Membre du CNU, il a représenté la France au sein du comité européen de programme de l'action « améliorer le potentiel humain et la base de connaissances socio-économiques » du cinquième PCRD. En 1985, il a reçu le Prix de thèse de la CEDECE (Commission pour l'étude des Communautés européennes).



C'est Olivier Beddeleem, chercheur en stratégie juridique européenne à l'Isseg et président des Jeunes Européens-Lille, qui modère ce débat économique. Il invite chacun des intervenants à présenter sa vision de l'élargissement de l'Union européenne en répondant à trois questions. Premièrement, a-t-on assisté dans les pays issus de l'élargissement à un « miracle économique », comme semble l'indiquer un récent rapport de la Commission¹ ? Deuxièmement, l'élargissement a-t-il favorisé ou, au contraire, entravé l'émergence d'un modèle social européen ? Troisièmement, l'Europe élargie peut-elle être un atout face à la crise financière ?

« Le résultat de l'intégration économique des nouveaux États membres est un succès conforme aux attentes » (Philippe Rollet)

Philippe Rollet ouvre les débats en critiquant le terme de « miracle économique », qui laisse croire que le rattrapage des pays de l'Est était inattendu. Ces pays, affirme-t-il, ont fait en adhérant un choix économique et stratégique exigeant. Ils en ont attendu des effets économiques importants, qui sont liés à l'établissement d'un marché unique. Les analystes attendaient sur cette période 1 à 2% de croissance supplémentaire par an grâce à l'élargissement, et le résultat au bout de cinq ans est, selon la Commission, de 1,75%. Ce n'est donc pas un miracle, mais un résultat conforme aux attentes. L'universitaire ajoute que l'élargissement des marchés a permis d'augmenter la productivité, de développer les échanges internationaux, ainsi que les investissements directs dans les pays de l'Union européenne. L'élargissement a entraîné la modernisation des marchés, et on constate une montée en gamme des produits fabriqués ainsi qu'un développement des nouvelles technologies, ce qui est une bonne nouvelle car certains analystes craignaient que les nouveaux entrants restent

(1) « Cinq ans d'UE élargie – résultats et défis économiques », Économie européenne, n° 1/2009.

spécialisés dans des productions à bas coût. Certes, un écart subsiste encore, mais Philippe Rollet s'enthousiasme de voir que ces pays tendent à rattraper le niveau de leurs voisins.

Sur les conséquences sociales de l'élargissement, le président de l'Université de Lille 1 rappelle que l'article 2 du traité de Rome prône une construction européenne économique mais aussi sociale. Pour lui, l'Europe économique n'est pas une fin en soi, mais un outil au service de l'individu et de la société. D'ailleurs, souligne-t-il, la stratégie d'intégration économique promue par l'Union européenne est une bonne stratégie pour atteindre nos objectifs économiques et sociaux. Les effets positifs peuvent paraître insuffisants, mais ils sont indéniables et les nouveaux pays membres auraient été encore plus en retard si la stratégie d'intégration n'avait pas eu lieu.

Philippe Rollet constate enfin l'ampleur de la crise dans les pays de l'Est de l'Europe et la tentation de protectionnisme de la part des pays de l'Ouest. Il met en garde : il faut faire extrêmement attention, prévient-il, à ne pas remettre en cause une construction durable et dont les effets se jugent dans le temps. Pour lui, il y a un problème à considérer que la politique monétaire de l'Union a pour seul objectif de lutter contre l'inflation. Lorsque les pays de l'Union européenne ont décidé de rapprocher leurs monnaies, ils ont confié à la Banque centrale européenne un rôle de régulation de l'inflation, qui lui permet de maîtriser *de facto* la politique monétaire de la zone euro ; face à ce pôle monétaire intégré, la coordination des politiques économiques nationales reste insuffisante. L'universitaire plaide pour la mise en place en Europe d'une véritable politique économique commune et préconise de doter l'Union européenne des outils nécessaires pour fournir une réponse coordonnée aux crises.

« Si le marché du travail est dérèglementé en Europe centrale et orientale, ce n'est pas l'Est qui va s'adapter à l'Ouest, mais l'Ouest qui va commencer à s'aligner sur les conditions de l'Est » (Bogdan Hossu)

Le débat change brusquement de ton avec l'intervention du syndicaliste roumain Bogdan Hossu. S'excusant pour son français, il précise aussi avec malice que cela lui permettra

« de dire peut-être plus directement des choses qui sont moins diplomatiques ». Avec sa carrure imposante et sa voix de stentor, Bogdan Hossu défend ses opinions avec ferveur et rallie à lui l'assistance, qui applaudira chacune de ses interventions. Il enchaîne les déclarations percutantes et manie l'euphémisme avec brio pour donner du poids à son propos. En l'écoutant, on imagine aisément le leader du cartel Alfa à la tête du mouvement social de 2008 dans les usines roumaines de Renault-Dacia.

Pour le syndicaliste, les données statistiques sont à considérer avec prudence. Si le salaire moyen passe en Roumanie de 60 euros à 120 euros par mois, c'est en effet une progression de 100%. Mais, pour Bogdan Hossu, ce chiffre ne représente pas les réalités quotidiennes. Pour lui non plus, il n'y a pas de « miracle économique ». Trois millions de Roumains ont quitté leur pays pour travailler dans le reste de l'Union. Les sept milliards d'euros injectés par l'Union européenne en Roumanie jusque son adhésion en 2007 ont certes contribué à la croissance de l'économie nationale. Celle-ci, en s'établissant autour de 8% par an, a donné l'impression que la Roumanie était le nouveau « tigre » de l'Union européenne. Mais la réalité a rattrapé le pays, et la crise financière a montré la précarité de ce développement. Lorsque la croissance est passée de +7,8% en 2008 à -1,5% en 2009, cela a créé « des p'tits problèmes » en Roumanie, observe Bogdan Hossu, déclenchant quelques rires dans l'assistance : pour lui, le développement n'est pas réel s'il n'est pas structurel et résistant.

Cette constatation permet au syndicaliste d'embrayer sur les conséquences sociales de l'élargissement. Il regrette que depuis 25 ans l'Union européenne se soit « transformée ». Abandonnant son modèle social, elle a cédé, dit-il, aux sirènes du marché financier qui poussaient à la déréglementation du travail, à la privatisation des services et de l'assistance sociale. Le syndicaliste regrette ainsi que le volet social soit presque absent de l'acquis communautaire et que l'harmonisation des systèmes sociaux ne soit donc pas une condition à l'adhésion des nouveaux États. Le recul du modèle social européen est aussi, selon lui, l'une des raisons pour lesquelles les citoyens ne se retrouvent plus dans l'Europe.

Sur la place des nouveaux États-membres face à la crise, Bogdan

Hossu met en avant le statut de victime de la Roumanie. Les banques roumaines ne sont pas à l'origine des difficultés financières, puisqu'elles sont toutes des filiales de groupes bancaires étrangers. Ce n'est donc pas le comportement des Roumains qui a entraîné la crise dans ce pays. Or, ce sont les citoyens roumains qui vont en payer les conséquences. Ce sera d'autant plus difficile pour les habitants de ce pays que le FMI a, comme dans les autres pays de l'Est, incité la Roumanie à déréglementer son droit du travail, engendrant une précarité croissante des salariés du pays. Pour le syndicaliste, rompu aux discussions du Bureau international du travail, la réponse à la crise doit passer par une position politique commune. Il faut, dit-il, mettre en place des règles minimales harmonisées et communes pour tous. Sinon, on assistera à des délocalisations au sein de l'Union, chaque pays réduisant ses exigences sociales pour attirer les investisseurs et créer de nouveaux emplois.

C'est d'autant plus vrai, insiste encore Bogdan Hossu, que tous les pays de l'Union européenne n'ont pas les mêmes obligations internationales. Alors que la plupart des pays de l'Ouest de l'Europe sont liés par environ 90 conventions de l'Organisation Internationale du Travail, la Roumanie n'en a ratifié que 43. Sans harmonisation européenne, le risque de *dumping* social ou environnemental est donc omniprésent. Car s'il y a déréglementation, cela engendre mécaniquement une attraction pour les entreprises. Si le marché du travail est déréglementé en Europe centrale et orientale, prévient le leader syndical, ce n'est pas l'Est qui va s'adapter à l'Ouest, mais l'Ouest qui va commencer à s'aligner sur les conditions de l'Est. Ici encore, cela créera vraisemblablement un autre « p'tit problème » pour les Européens de l'Ouest.

« Lorsque les pays de la zone euro et la Grande-Bretagne se sont réunis en octobre 2008 pour définir une réponse commune à la crise, ils ont un peu oublié les pays de l'Est » (Jean Pisani-Ferry)

Jean Pisani-Ferry commence son intervention en commentant la vidéo présentée, comme avant chaque table ronde, en introduction du débat. On pouvait y entendre de nombreux habitants de la métropole lilloise se faire l'écho de sentiments très